



HAL
open science

Construction de discours sur la sécurité : effets de dramatisation et figures en discours

Claudine Moïse

► **To cite this version:**

Claudine Moïse. Construction de discours sur la sécurité : effets de dramatisation et figures en discours. Geneviève Salvan, Amir Biglari. Figures en discours, L'Harmattan, pp.273-292, 2016, 978-2-8061-0267-6. hal-01950961

HAL Id: hal-01950961

<https://hal.science/hal-01950961>

Submitted on 18 Dec 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Construction de discours sur la sécurité : effets de dramatisation et figures en discours

Claudine Moïse
Lidilem, Université Grenoble Alpes

En septembre 2006, Fabien Marvignon¹ était nommé à la sûreté du Domaine public de la Ville de Montpellier avec une équipe de trois personnes (deux cadres B et un adjoint administratif C). Il était chargé de diriger le Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance². Aux dires d'une des membres de l'équipe, « ça a suscité beaucoup d'espoir pour la prévention de la délinquance, il y avait un besoin de renouer le dialogue avec les institutions, de relancer les élus »³. Dans ce cadre, des Groupes Territoriaux, composés de partenaires institutionnels et associatifs, partenaires d'un même quartier (Transports de l'Agglomération de Montpellier, bailleurs publics, Maisons pour Tous, Éducation Nationale, etc.) qui œuvraient dans le champ social et éducatif, ont été mis en place. Les réunions trimestrielles par quartier avaient pour objectif de se concerter sur des questions de prévention de la délinquance et ont permis d'échanger sur les préoccupations urbaines : sorties des écoles, troubles du voisinage, sécurité routière, etc. Un espace collaboratif sur internet avait été créé pour favoriser l'échange d'informations et de documents.

La création d'un Observatoire Local de la Tranquillité Publique à Montpellier en 2008, coordonné par Fabien Marvignon, a répondu à une demande du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD). Pour le conseil restreint⁴, l'Observatoire de la Tranquillité Publique devait répondre à des objectifs précis⁵, à la fois fonctionnels et d'analyse. Alors que dans beaucoup de villes, de tels observatoires en restent à l'étape préparatoire, et qu'il n'y a pas de définition ni légale ni réglementaire de ce que doit être un observatoire local de la tranquillité publique, les différents partenaires ont tenu à sérier les enjeux assignés à une telle structure. Pourquoi un Observatoire Local de la Tranquillité Publique a-t-il été voulu et mis en œuvre ? Est-ce un projet partagé par les institutions

¹ Les noms ont été anonymisés.

² Le CLSPD « constitue concertation sur les priorités de la lutte contre l'insécurité autour desquelles doivent se mobiliser les institutions et organismes privés concernés ». Circulaire de la DACG n° CRIM 08-04/E5 du 6 février 2008 relative au rôle de l'institution judiciaire en matière de prévention de la délinquance. Décret du 17 juillet 2002, article 1^{er}. *Bulletin officiel du Ministère de la Justice*, 29 février 2008 : 14.

³ Entretien mené par Claudine Moïse en juin 2010.

⁴ Le conseil restreint est composé de la Préfecture, du Parquet, de l'Inspection d'Académie, de la Ville, du Conseil Général, des Transports en commun de l'Agglomération de Montpellier et des bailleurs locaux.

⁵ Une mission d'étude a été confiée à l'organisme Icade-Suretis par l'État et la ville de Montpellier pour « assister les membres du CLSPD restreint dans la définition et la mise en place d'un Observatoire Local de la Tranquillité publique à l'échelle de la Ville de Montpellier ».

partenaires ? Que veut-on observer (les territoires, les faits, les personnes) ? Quels sont les modes de recueil et d'analyse des données ? Quel sera le fonctionnement de l'OSTP ? Quelle place est dévolue aux habitants face à leurs attentes sociales ? Que produire ? Que diffuser ? De quelle façon ? Quel rôle décisionnel et politique peut jouer un tel observatoire ?

L'observatoire a donc eu pour mission de traiter les données transmises régulièrement par chacun des partenaires, données remarquables et significatives en termes d'insécurité. Elles devaient servir à alimenter les rencontres des Groupes Territoriaux, à fournir au Maire des indicateurs quantitatifs et qualitatifs permettant de piloter la politique publique locale de tranquillité publique, à enrichir le débat et la concertation au sein du comité restreint du CLSPD, bref à fournir une connaissance affinée des faits d'incivilité, basée sur une réflexion distanciée, en marge des statistiques policières. L'analyse des données, à la fois quantitatives mais aussi qualitatives, a été confiée à un groupe d'universitaires de disciplines différentes⁶, coordonné par Dominique Crozat.

1. Les Groupes territoriaux

Les Groupes territoriaux ont eu pour visée, même si elle n'était pas clairement affichée dans un texte commun, d'être un lieu d'échange sur les préoccupations urbaines, d'information sur les actions menées par les acteurs institutionnels (privés et publics) et associatifs, de réflexion et d'analyse des situations, de concertation, de décision et d'action⁷.

Les réunions commencent en 2006 et mobilisent tous les partenaires institutionnels et associatifs des quartiers concernés auxquels vont se joindre à partir de 2008 les élus de quartiers, soit à chaque réunion une quarantaine de participants. Au nombre de quatre au

⁶ Géographie urbaine (Dominique Crozat, Catherine Sélیمانovski), sociolinguistique (Claudine Moïse), droit, sciences de l'information et de la communication (Catherine de Lavergne). Au-delà d'une cartographie des incivilités mentionnées, et des données chiffrées et statistiques, il a été décidé de travailler sur l'identification, la qualification et la construction même des faits (Dezeuze), et donc des discours, qui participent de l'insécurité et l'alimentent. Des observations ont été menées autour du dispositif des caméras de surveillance de la ville (Bonu, Crozat, Fauré, Sélیمانovski) et dans le cadre des réunions des Groupes Territoriaux, tandis que des enquêtes ethnographiques ont été entreprises à la sortie des collèges (Moïse et Baklouti) ou dans les transports en commun (de Lavergne). Face aux données statistiques et aux indicateurs qui remontent des institutions publiques partenaires, les membres de l'Observatoire de la Tranquillité Publique se sont donné comme objectif éthique d'analyser les contextes de production, les représentations discursives et les enjeux politiques qui sont aussi au cœur des productions sur l'insécurité (pour une synthèse voir Moïse 2015 avec les publications de l'équipe scientifique).

⁷ Une synthèse des premières réunions des Groupes Territoriaux en 2006, rédigée par l'équipe de Fabien Marvignon, stipule que point 1, « l'état d'esprit partenarial est renforcé : l'ensemble des partenaires se félicitent de la bonne coopération entre les institutions. Les chefs d'établissement saluent notamment la forte réactivité de la Police Nationale ainsi que l'approche "éducative" des référents scolaires face aux élèves. Les partenaires apprécient également le côté "ouvert" des groupes territoriaux leur permettant ainsi d'avoir une vision plus complète de leur quartier ».

début, les Groupes Territoriaux seront cinq à partir de 2009. Il y aura donc de 2006 à 2010 trois réunions par an pour quatre puis cinq groupes territoriaux. Les comptes rendus des Groupes Territoriaux, écrits par l'équipe du CLSPD se présentent sous forme de tableaux avec des entrées pragmatiques (Date – objet – problématique – intervenant – action proposée – prise en charge – acte – remarques) et se veulent largement objectivées. De mon côté, j'ai assisté entre 2009 et 2010 à 10 réunions des Groupes Territoriaux que j'ai enregistrées et pendant lesquelles j'ai pris des notes. Je m'appuierai pour cet article sur la transcription de deux réunions du même quartier des Cévennes, réunions du 4 juin et du 8 octobre 2009.

L'enjeu ici est de travailler sur la construction des discours qui circulent au sein de ces Groupes Territoriaux et plus particulièrement de voir comment le responsable, Fabien Marvignon, réussit à imposer une vision préventive de la sécurité. Quelles figures pathématiques mobilise-t-il pour faire de son discours un discours dominant ? Au-delà des faits évoqués, comment déjoue-t-il l'image d'une certaine violence urbaine ? Que peut-on dire alors de l'intérêt de ces réunions ? Permettent-elles un débat et des avancées sur les relations dans la ville ?

2. *L'inscription théorique*

Chaque réunion d'un Groupe Territorial constitue « un événement discursif ». *L'événement* (Hymes, 1974 ; Heller, 1995 ; Bensa et Fassin, 2002) renvoie à un moment d'interaction sociale précis qui s'inscrit dans un contexte spatial et temporel déterminé et qui réunit un ensemble d'acteurs spécifiques. L'événement représente un moment particulier dans une série d'actions du même type ; il est construit sur l'expérience et reconnaissable comme tel par les membres d'une communauté partageant les mêmes intentions et objectifs. Les interactions et les interactants sont donc pris dans une multitude de liens et de relations qui participent de l'élaboration interactionnelle, au-delà des routines et des contraintes conversationnelles. Ainsi, l'interaction sociale, qui se déroule dans ce cadre événementiel particulier, repose sur un nombre de pratiques sociales ritualisées qui rendent compte des intérêts des acteurs et de leurs expériences, en écho avec d'autres interactions antérieures du même type.

D'un point de vue de l'analyse critique et sociolinguistique des discours (*discourse analysis*), dans laquelle je me situe, les discours, production langagière quelle qu'elle soit (discours politique, interactions, récit, entretien, etc.), sont à comprendre comme constitutifs d'un certain espace social, pris dans leur historicité et définis par des rapports de pouvoir entre les acteurs sociaux (Blommaert 2005), par des contraintes sociales et identitaires. Certains discours d'un événement discursif, pour ce qui m'intéresse ici la réunion d'un Groupe

Territorial, vont se construire comme hégémoniques en regard d'autres qui vont être marginalisés.

Pour saisir les idéologies en circulation dans les discours et donc les changements sociaux en cours (Fairclough, 1992 ; Blommaert et Verschueren, 1998), ici une meilleure sécurisation de l'espace public, il s'agit de décrypter les luttes discursives, les liens entre les acteurs sociaux et la façon dont ils mobilisent des ressources dans le cadre de rapports de pouvoir (Heller, 2002 ; Blommaert, 2005). Les différents discours entretiennent entre eux des rapports de temporalité (un discours va supplanter, sans toutefois l'effacer complètement, un autre antérieur), de légitimité (quel discours devient à un moment donné dominant, entendu et reproduit et avec quelles conséquences pour qui ?), de pouvoir (quels intérêts politiques ont les acteurs sociaux à entretenir certains discours ?). De cette façon, tout acteur social participe à la circulation des discours dans le champ social à des fins qui lui appartiennent, qu'elles soient sociales, économiques, politiques voire personnelles. Les prises de position de chacun dans l'espace discursif considéré, ici l'ensemble des réunions des Groupes Territoriaux, relèvent donc d'intérêts différents reliés à des trajectoires de vie et à des ressources matérielles et symboliques à chaque fois particulières (pourquoi un acteur développe certaines idées à propos de tel thème). Les acteurs sociaux peuvent affirmer et asseoir un certain pouvoir, c'est-à-dire la capacité d'imposer leur volonté et leurs idées aux autres, en élaborant des discours dominants, qu'ils entretiennent et qu'ils cherchent à faire circuler.

Pour mon analyse, je vais m'appuyer ici sur les théories de l'argumentation, qui se sont largement développées (voir pour des synthèses, Plantin (1996), Amossy (2010 et 2011) entre autres) depuis les années 90. Contrairement à ce que j'aurais pu penser, les rencontres des Groupes Territoriaux ne sont pas polémiques c'est-à-dire qu'elles ne s'appuient pas sur un type de discours ou d'échanges, basé sur la controverse ou le conflit où dominant la réfutation, l'attaque, les contre-arguments voire des marques d'agression (sarcasme, injure), etc. En revanche, il apparaît une certaine prise de pouvoir idéologique du responsable des Groupes Territoriaux et du CLSPD, Fabien Marvignon, pouvoir qui s'actualise à travers des effets de *pathos*, élément traditionnel de la rhétorique (Rinn 2008) et que j'analyserai à travers des figures du discours.

Les théories de l'argumentation et les figures du discours qui servent l'analyse des mises en récit pathémique sont au cœur d'une sociolinguistique critique, telle que je viens de l'évoquer. Si la dimension argumentative, c'est-à-dire persuasive, est toujours centrale dans le discours,

les fonctions phatique et pathémique⁸ occupent des places prépondérantes dans des espaces discursifs idéologisés. Les mises en récit, *storytelling*, sont des formes très efficaces de l'argumentation et donc de la persuasion, quand raconter des histoires permet d'émouvoir le public et donc de retenir son attention pour le convaincre. Le pathos est l'effet émotionnel produit sur l'allocutaire (ce n'est pas, systématiquement, celui ressenti par le sujet parlant) et le recours aux émotions, dans un cadre de connivence, sert autant le polémiste à convaincre son auditoire de ses bons arguments qu'à susciter à son égard une certaine compassion, compréhension, sympathie ou, en tout cas, une forme d'adhésion.

3. *Déroulement des séances*

Les ordres du jour, très serrés mais respectés, sont assez similaires les uns des autres et reposent sur des faits objectifs. Les réunions commencent par une présentation des activités du CLSPD et des Groupes territoriaux (fonctionnement du Groupe Territorial Cévennes en juin, présentation de l'espace collaboratif et point sur l'Observatoire Local de la Tranquillité Publique en octobre), elles se poursuivent par l'exposé d'actions particulières avec des intervenants extérieurs (présentation du travail du Planning Familial en juin, présentation du dispositif UTEC⁹ avec le commissaire divisionnaire en juin, point sur la sécurité routière et présentation de la Maison de la sécurité routière en octobre, présentation du conciliateur de justice en octobre) puis s'achèvent sur des événements locaux (point sur l'absentéisme à l'école et sur les diagnostics sécurité scolaire en juin, point sur la rentrée et les sorties d'école en octobre).

Les réunions s'articulent donc autour des décisions politiques, des actions locales, des témoignages professionnels et des expériences vécues. Les intervenants s'attachent, la plupart du temps, à élaborer des descriptions factuelles et précises de leurs actions.

Voici la présentation de la fonction du conciliateur de justice au Point d'Accès au droit. Dans cet extrait 1, l'intervenant va user d'une reformulation annoncée par *c'est-à-dire* qui joue sur une équivalence sémantique mais aussi sur une orientation explicative (plus qu'argumentative) pour aller avant tout dans le sens d'une coopération conversationnelle (Martinot et Roméro, 2009), sans ré-orientation ni énonciative ni subjective :

⁸ « La fonction phatique concerne la capacité des figures à intensifier la participation des sujets communicants au discours et à son univers » (Bonhomme, 2005 : 166). « La fonction pathémique vise la révélation de l'émotivité du locuteur et le déclenchement de l'émotivité des récepteurs » (Bonhomme, 2005 : 170).

⁹ Lancées en 2008 par Michèle Alliot-Marie, les UTEQ (Unités Territoriales de Quartier) ont été supprimées en août 2010 par Brice Hortefeux et remplacées par les BST (Brigades Spécialisées de Terrain) qui se voulaient plus répressives.

Extrait 1. Conciliateur de justice : je suis rattaché (+) au tribunal d'instance de Montpellier et à ce tribunal là j'agis (+) en audience c'est-à-dire **c'est-à-dire**¹⁰ X référé juge de proximité je suis présent (+) et si le président de l'audience décide d'envoyer deux personnes le demandeur et le défenseur en conciliation (+) il me donne le dossier et je les convoque pour essayer de trouver une conciliation (octobre 2009)

Quant au représentant de la sécurité routière, il tâche, à de multiples reprises (extraits 2 et 3), de décrire par les chiffres la gravité des accidents de la route, stratégie qui a force de scientificité donc de vérité :

Extrait 2. Représentant de la sécurité routière : alors (1s) donc on a notre indicateur pour le nombre de tués qui prend en compte (en)fin comment le trafic le passage (+) bon ça n'empêche qu'on a quand même E bon je vais pas rentrer dans les détails (+) un indicateur de 1.26 sous les paramètres qu'on a en compte on a quand même en gros 25% en plus de tués (octobre 2009)

Extrait 3. Représentant de la sécurité routière : les 2 roues motorisées les vélos (+) voyez E sur 50 accidents E 50 accidents : (il) y a eu (il) y a eu 34 victimes vulnérables et 29 victimes E : (octobre 2009)

En s'appuyant sur les « indicateurs » (extrait 4) pour mettre en avant un principe analytique à valeur de démonstration rationnelle (*il faut être très méfiant / faut bien se garder de dire / c'est pas du tout évident / on les analyse / on puis regarde vraiment*), il va même jusqu'à retourner, par anticipation d'objection à forte valeur argumentative (Vincent et Heisler 1999), les propositions qu'on pourrait lui faire (*c'est de dire bah voilà*), empreintes de réactivité et d'émotivité (*la première réaction*) :

Extrait 4. Représentant de la sécurité routière : alors à chaque fois que je présente ces cartes d'accidents comme ça avec les accumulations (+) **la première réaction** qu'on a **c'est de dire bah voilà** (+) là ce carrefour là : il y a un problème faut rectifier la route etc. il faut : faire des silos (+) certes : il faut le faire (+) mais **il faut être très méfiant** parce que (+) quand on regarde les indicateurs en détail après il peut y avoir des problèmes d'alcool (+) il peut y avoir E : voilà d'autres problèmes que la route (+) **faut bien se garder de dire** bah voyez bon j'irai à la mairie bah voyez (il) y a une accumulation faites des travaux ça va régler le problème (+) en fait c'est pas du tout évident que ça va régler le problème (+) quand on voit une accumulation comme ça : on reprend E les PV d'accidents **on les analyse** (+) et **on puis regarde vraiment** : quelles sont les causes quoi parce que

Tout son discours vise donc à faire des propositions préventives auprès notamment des adolescents, particulièrement touchés par les accidents de deux roues, propositions toutefois modalisées (emploi non injonctif du verbe *essayer*, du modalisateur *peut-être*, de la valeur sémantique de *sensibiliser, toucher*), comme le montre l'extrait 5, pour ne pas être dans un mode injonctif et mieux trouver l'adhésion des participants à la réunion :

Extrait 5. Représentant de la sécurité routière : ce que je vous propose c'est d'**essayer** de travailler sur E **p(eut-ê)tre** des modules des E des outils pédagogiques pour **sensibiliser** (+) pour essayer de **toucher** les parents (octobre 2009)

¹⁰ Les passages en gras sont de mon fait et sont repris dans l'analyse.

Les demandes d'action, comme celles d'un élu local (extrait 6), sont présentées non à travers des manques ou par défaut ce qui induirait attaques et reproches (Laforest et Vincent, 2004) mais de façon évaluative (*c'est toujours bien, c'est un échange aussi de communication, on en découvre tous les jours*) dans une forme d'auto-dialogisme, marquée d'une axiologie positive :

Extrait 6. Élu local : travailler sur des actions concrètes au-delà de présenter des actions **c'est toujours bien** puisque c'est un échange aussi de communication c'est important de savoir ce qu'on fait (+) **il y a tellement de choses qu'on en découvre tous les jours** donc c'est aussi c'est de travailler sur des actions E des actions centrales (juin 2009)

De façon générale, la réunion est bien menée avec un locuteur pivot, en la personne de Fabien Marvignon, qui distribue la parole avec une grande attention (extraits 7 à 9), interpelle les participants et qui, dans des formes épilinguistiques (*la parole est libre*), donne les règles du jeu interactionnel :

Extrait 7. Fabien Marvignon : donc voilà est-ce que vous avez des questions (+) vous avez des questions (+) des réactions des : ça vous intéresse (octobre 2009)

Extrait 8. Fabien Marvignon : est-ce que vous avez des questions sur E cette présentation rapide (1 sec) pas de question (2 sec) donc c'est P.C donc qui va E (1 sec) qui est le responsable E de la maison de la sécurité routière (1 sec) donc il va nous présenter le E va nous présenter le E : dispositif pour ceux qui le connaissent pas (octobre 2009)

Extrait 9. Fabien Marvignon : **la parole est libre** si vous souhaitez intervenir (4s) bon très bien parfait (+) donc on passe au point 2 (octobre 2009)

On pourrait donc dire, et c'est l'impression au terme des réunions, que les échanges sont courtois et sans polémique, qu'ils se déroulent sans tension et autour d'un certain consensus quand la prévention domine les discours, bien au-delà de la répression. Mais, à regarder de près, il apparaît que les prises de parole du responsable de la réunion, Fabien Marvignon induisent et affirment ce discours, qui se veut finalement dominant dans cet espace discursif et que, pour ce faire, il use de procédés argumentatifs intéressants à décrypter.

4. *Un discours pathémique*

La persuasion passe aussi par le recours à l'émotivité des locuteurs. Une des premières stratégies discursives est l'emploi récurrent de *mises en récit* avec effet de narration et de dramatisation. Dans l'extrait suivant, Fabien Marvignon appuie l'argumentation du représentant de la sécurité, qui co-construit le récit en connivence (*il a grillé le feu*) pour éviter tout contre-argument. Il va montrer que sécuriser les voies de circulation reste inutile tant que les usagers ne seront pas responsables de leur conduite. Il ne va user ni de chiffres ni d'études mais d'anecdotes pour frapper les esprits et convaincre.

Dans l'extrait 10, Fabien Marvignon utilise les ressorts du récit. Le récit s'articule autour d'une tension narrative et donc de personnages (anecdotes, histoire, etc.). La séquence narrative (Adam, 1994 : 431-443) est composée des six constituants qui participent de la tension. La succession d'événements, ordonnée chronologiquement (*avec un jeune qui s'est fait tuer E (+) / le mec il était bourré / il roulait à 80 km/h / il a grillé le feu*), l'unité thématique avec un acteur (*un jeune*), un prédicat transformé (*avec un jeune qui s'est fait tuer E (+)*), une unité d'action avec un commencement, un milieu et une fin (un jeune homme en scooter, il roule trop vite, il meurt), la causalité-consécution de l'intrigue et l'évaluation finale. Dans la prise de parole de Fabien Marvignon, le récit sert essentiellement ces deux dernières étapes. D'une part, c'est son état qui a causé sa mort et non le manque de sécurité sur la voie, d'autre part et par conséquent, rien ne sert *de mettre toutes les installations possibles*. Le dénouement sert directement l'argumentation puisqu'il s'agit de montrer que la sécurité doit être l'affaire des personnes et que rien ne sert de tout limiter, contrôler, empêcher. L'annonce de la résolution en début de récit (*(il) y a eu un accident c'est assez grave (+) avec un jeune qui s'est fait tuer E*) et la mise en images (*l'accident a été filmé E par la vidéo E la vidéo protection de la ville mise à disposition de la ville*) joue de la mise en scène, de l'effet de réalité et donc de dramatisation.

Cette tension bien construite vise à susciter des émotions. « L'énonciation de la description pathémique, énonciation qui propose à un destinataire le récit (ou un fragment) d'une scène dramatisante susceptible de produire un effet » (Charaudeau, 2000 : 134), ici à travers la colère et le sentiment d'injustice ou d'impuissance, permet à Fabien Marvignon de persuader son public de sa bonne cause mais aussi de le mettre en action, sous le ressort de l'indignation :

Extrait 10. Fabien Marvignon : à juste titre après c'est le grand discours c'est (il) y a eu un accident c'est assez grave (+) avec un jeune qui s'est fait tuer E (+) l'accident a été filmé E par la vidéo E la vidéo protection de la ville mise à disposition de la ville bon le mec il était bourré et le mec il roulait à 80 km/h (+) donc tu peux rouler :

Représentant de la sécurité : il a grillé le feu

Fabien Marvignon : ouais ouais il a grillé le feu (+) donc vous pouvez mettre toutes les installations possibles que vous voulez E (+) voilà il lorsqu'il s'agit d'une deux fois deux voies (+) qui est E limitée à 70 km/h on va pas mettre une deux fois deux voies limitées à 50 km/h on sait très bien que personne ne va respecter ce E ce E (octobre 2009)

Les mises en récit pathémiques s'accompagnent de figures. Notamment l'*emphase* qui s'actualise à travers des emplois hyperboliques, intensifs et d'accumulation. Dans l'extrait 11, et toujours pour défendre son argument, Fabien Marvignon veut montrer l'irrespect des conducteurs. Les effets d'emphase, très fréquents chez Fabien Marvignon, cherchent à

construire des paroles véridictoires, répétition d'une action qui s'accompagne de la mise en scène du narrateur (*moi tous les jours*), énumération à valeur d'accumulation (*les feux rouges les stops les sens interdits les trottoirs les les les E stationnement*), hyperbole (*c'est incroyable*), gradation (*ce sont des pas des centaines (+) ce sont des milliers de contraventions*), répétition (*des milliers*). Ces effets rhétoriques servent à alimenter le stéréotype qui a lui aussi une forte valeur d'évidence, de généralité et de vérité (*pareillement dans le Sud on respecte on respecte pas la règle (+)* :

Extrait 11. Fabien Marvignon : pareillement dans le Sud on respecte on respecte pas la règle (+) **moi tous les jours** je suis derrière les caméras vidéos (+) **c'est incroyable** le nombre d'infraction E à la sécurité routière **les feux rouges les stops les sens interdits les trottoirs les les E stationnements** et tous et tous les mois on on E que ce soit la police nationale ou la police municipale **ce sont des pas des centaines (+) ce sont des milliers de contraventions** qui sont dressées par les forces de l'ordre des milliers (octobre 2009)

5. Une dramatisation en écho, caillassage et insécurité

Je voudrais revenir ici sur le discours produit par le commissaire divisionnaire, adjoint au directeur départemental de la sécurité publique, qui présente lors de la réunion de juin 2009 le dispositif des UTEQ. Mon intention ici est de montrer, qu'au-delà d'une amorce de discours distancié et objectif, certains procédés discursifs et un effet de dramatisation peuvent, au fil du propos, faire basculer les représentations pour construire une argumentation autour de la répression, argumentation qui sera contrée par Fabien Marvignon.

Le commissaire divisionnaire prend la parole (extrait 12) et présente la raison de sa venue (*on voulait à tout prix (+) vous expliquer vous êtes d'ailleurs les premiers vous expliquer la démarche E qui a présidé E à la création de l'UTEQ*). Au début, son discours se veut le plus objectif possible dans une description rationnelle de cet événement que représente la création des UTEQ, en montrant bien la différence entre le contexte parisien et montpelliérain (*le contexte est très différent de Montpellier*). Il arrive à justifier la nouvelle nomination (*sécurité de proximité*) par une rhétorique du manque (*on manquait de visibilité / on manquait de liaison*) manque, qui s'appuie alors sur la nécessité d'une philosophie et d'une réflexion menées par la nouvelle chef de l'UTEQ. Ce discours qui se veut objectif va pourtant peu à peu être parsemé de formes exemplifiantes qui participent d'une mise en récit et d'une dramatisation. Le commissaire divisionnaire explique le fonctionnement de l'UTEQ, qui va intervenir à *des heures tardives*, par exemple sur les conflits familiaux. Et en incise, avant d'expliquer l'appel au 17, l'intervention de l'UTEQ, le traitement du dossier, il reprend des éléments d'une doxa entendue et imagée dans les discours circulants, « quand les coups sont donnés en soirée et que les enfants traînent » (*en fin de soirée c'est en soirée que ça se passe*

des coups sont données à : Madame par Monsieur que les enfants traînent c'est le soir c'est pas dans la journée dans la journée ils sont à l'école si possible) :

Extrait 12. Le commissaire divisionnaire : merci (+) je vous remercie de m'avoir invité à nouveau aujourd'hui en général (+) je ne viens pas à cause des élections mais aussi pour certains soucis mais on voulait à tout prix (+) vous expliquer vous êtes d'ailleurs les premiers vous expliquer la démarche E qui a présidé E à la création de l'UTEQ (+) les élus le savent déjà c'est vrai que les UTEQ les UTEQ c'est une c'est un outil de travail qui est pas forcément X et les policiers dans le système (+) votre aide sur le contrat social d'abord les UTEC ce sont des unités territoriales de quartier qui ont été créées en Seine St Denis en 1993 par le préfet B. dans la région de Montpellier c'est lui qui est à l'origine de sa création c'est parti du constat que dans ces quartiers E où la fracture sociale était très forte **le contexte est très différent de Montpellier** le contexte de violence extrême là c'est vrai que la police E tout ceux qui voulaient faire du travail sur les quartiers se sont trouvés en butte avec le fait que les policiers étaient trop jeunes qu'ils étaient pas sur les quartiers trop souvent ou en tout cas pas assez **qu'on manquait de visibilité** sur la police **on manquait de liaison** entre tous les acteurs E ce qu'on fait aujourd'hui pour le site territorial ce qu'on veut faire nous avec les UTEC dans le sens où **c'est une philosophie c'est de garder un fil conducteur dans l'action E policière** bon l'action policière tout d'abord (+) il faut se dire c'est pas de la proximité (+) c'est pas ce qu'on a connu dans les années 2003 2004 E 2002 XXX les UTEC ces unités sont des unités répressives on parlera plutôt de **sécurité de proximité** (+) et non pas de police de sécurité au sens strict (+) les UTEC E : sont des fonctionnaires qui sont dédiés à un quartier et notre réflexion en ce moment c'est de trouver le bon format (+) on peut pas être partout parce qu'on a pas forcément des dizaines de policiers (+) on est obligé de se recentrer sur des quartiers on a vu ça avec Mme P. c'est elle qui a (+) qui a promu le projet en tout cas qui a été la source E de la **réflexion policière** (+) en tout cas elle a apporté beaucoup de choses hein (+) mais c'est vraiment que Mme P. étant le prochain chef de l'UTEQ (+) **elle a apporté beaucoup de choses à la réflexion** (+) l'UTEQ sera donc rattachée rattachée au secteur Nord (+) d'abord parce que Montpellier c'est d'abord le problème de la M. E (+) il y a certains quartiers (+) rattachés au secteur Nord parce que Mme P. aura en tant que capitaine de police à gérer à la fois l'UTEQ qui sera une de ses unités et aussi c'est un poste de police qui bouge pas (+) donc police qui reste avec ces missions traditionnelles et l'UTEQ est une force mise en place **à des heures précises tardives** (+) la nuit (*Is*) donc pas qui se chevauche pas avec les missions du jour (+) mais qui se rattache aux missions du jour (+) parce que lorsque l'UTEQ va travailler sur des conflits familiaux (+) **en fin de soirée c'est en soirée que ça se passe des coups sont donnés à : Madame par Monsieur que les enfants traînent c'est le soir c'est pas dans la journée dans la journée ils sont à l'école si possible** mais ce lien social sera fait par l'UTEQ L'UTEQ va intervenir sous l'appel 17 sur son secteur et sous l'égide de Mme E le capitaine (+) va ensuite traiter le dossier en relation avec les enquêteurs du jour (+) donc voilà c'est pratique c'est important (+) donc alors l'UTEQ l'UTEQ la division Nord sera donc sera le siège de l'UTEQ mais une partie de la division Nord c'est un gros morceau de Montpellier (+)

Il est alors intéressant de voir que par la suite, dans l'avancée de la réunion, le commissaire divisionnaire et la responsable de l'UTEQ vont dérouler deux fils thématiques dramatisants et allégoriques, « le jet de cailloux » et « le sentiment d'insécurité » qui seront repris en dialogisme, pour les contrer, par les autres participants.

Le commissaire divisionnaire poursuit son discours et l'on voit émerger, au-delà d'une rencontre bienveillante de proximité, une nécessité affirmée d'un rapport de forces qui dévide des stéréotypes sous le monde de l'humour (*mieux vaut discuter avec un grand qu'avec un petit / en imposer*) et la rhétorique du jeu des cailloux (*les individus qui vous lancent des cailloux / on en venait au caillou*) qui prend figure d'allégorie. Au-delà d'un jet de pierre, événement concret, c'est davantage la représentation d'une idée qui est là évoquée, celle de la

violence et de la révolte de la rue en manque de mots (*lorsque le vocabulaire a manqué*), tel que l'imaginaire collectif se le représente depuis mai 68 :

Extrait 13. Le commissaire divisionnaire : et de développer un lien de confiance entre la police et la population (1s) avec ceci près que les unités sont organisées de façon résolument offensives (1s) sur les quartiers sensibles (1s) où elles sont implantées (+) doivent assurer la totalité de la fonction de la police donc on est sur la polyvalence qu'on avait dans la proximité en 2001 (1s) mais cette polyvalence elle est aussi non pas on dirait en patois occitan « adieu » pas forcément de dire « bonjour » le matin à la boulangère même si on peut le faire aussi mais aussi (+) devoir réprimer (+) et si il faut farouchement **ne pas tourner le dos aux individus qui vous lancent des cailloux** mais certains individus on leur parle X donc vous voyez c'est (+) c'est une alchimie ce truc-là ça a marché ailleurs donc ça devrait marcher à Montpellier on (n') est pas plus bête qu'à la Courneuve ou qu'à Bobigny **hein seulement bon il faut avoir des policiers (+) formés pour ca (1s) dont le gabarit sera aussi sélectionné parce qu'il vaut mieux discuter avec un grand qu'avec un petit (rires)** avoir des policiers qui ont du caractère quoi qui savent **en imposer** donc on a demandé à avoir des policiers de terrain qui ont déjà avec de la bouteille quoi X on nous envoie des jeunes gens très bien mais des policiers de 21 ans qui parlaient avec des gamins de 18 ans alors c'est un peu **lorsque le vocabulaire a manqué on en venait** au flash ball ou **au caillou** enfin (+)

La responsable de l'UTEQ prend alors la parole (extrait 14) et file l'allégorie crescendo pour justifier « le maintien de l'ordre ». Elle reprend en dialogisme interdiscursif (Bres et Nowakowska, 2005) l'image des « jets de cailloux » qui s'intensifie à travers le verbe « caillasser » et s'inscrit dans une altercation relatée (*pas plus tard qu'hier*) qui prend la forme d'une relation guerrière avec un « prisonnier ». Ce tableau qui se veut très concret est aussi une forme d'allégorie, idée d'une violence incontrôlable et insaisissable, qui est filée par la suite autour du « sentiment d'insécurité au pied des immeubles », doxa circulante et bien connue des discours politiques et médiatiques :

Extrait 14. Responsable de l'UTEQ : ensuite le petit plus c'est qu'ils seront bien sûr formés (+) à d'autres techniques notamment tout ce qui est lié **au maintien de l'ordre (+)** parce qu'effectivement à l'heure actuelle les effectifs que j'ai n'ont pas ni le matériel (+) ni les formations pour : en cas de soucis majeur (+) faire face à un phénomène **de bande des attroupements** et effectivement pour qu'il y ait une corrélation entre notre action et le souci qu'on a en face il faut pouvoir réagir **pas plus tard qu'hier** on a eu un souci à P. tout le monde connaît le secteur les collègues y sont allés parce que j'avais une affaire ils se **sont fait caillasser et insulter (+)** il était qu'une équipe ils ont pas fait face ils sont venus me le dire (+) dans l'heure qui a suivi (+) avec la BAC la section d'intervention et répression et ça a pas loupé **y a eu un prisonnier** vu qu'effectivement **les jets de cailloux** ont continué et **on est parti avec un prisonnier (+)** [...] quand même c'est les effectifs terminant à 20h (+) ces derniers on peut les décaler légèrement c'est ce qu'on fait avec les beaux jours E les effectifs UTEC commenceraient à 18h donc il y aura (+) cette espèce de superposition qui permettra (+) quand il y a un souci en journée (+) d'aller passer le mot à ceux en fin de soirée quand il y a des soucis en soirée de faire remonter l'info la procédure judiciaire pour répercuter sur les effectifs de journée (+) voilà l'idée c'est ça c'est qu'on arrive tous à travailler en commun (+) et l'intérêt également **en étant plus présent de nuit avec le contact avec les populations (+) qui vivent le sentiment d'insécurité au pied des immeubles** faire remonter les infos intéressantes (+) qui peuvent être exploitées le matin ou l'après-midi voilà (+)

Il est intéressant de voir que les participants de la réunion vont réagir à ces propos, en reprenant et détournant ce discours pour le contrer. En ce sens, l'éducateur de la Maison d'arrêt de V. va faire état de son expérience (extrait 15). Il montre alors que l'on peut être dans des expériences préventives dans une certaine intelligence (*un enfermement assez intelligent*), ce qui, dans un lien implicite de dialogisme interdiscursif, laisse entendre que les propositions précédentes n'étaient pas intelligentes. Dans son discours, « les gars », « ceux des quartiers que vous venez de citer » remplacent les « bandes » et « attroupements », le fait de « penser des coups » remplace « le caillassage », pour proposer une réelle action de prévention (*montrer la richesse de leur quartier*) à travers des expériences sportives, culturelles et éducatives qu'il va décliner dans la suite de son discours :

Extrait 15. Educateur : je voudrais juste donner une toute petite information à savoir que nous à la maison d'arrêt de V. comme on a ramené de ceux de X mais on essaye de E on va essayer un **enfermement assez intelligent** à savoir avec le service de la cohésion sociale de la ville de Montpellier (+) on monte un projet qui s'appelle j'habite mon quartier (+) donc ce quartier qui protège et ce quartier qui exclut hein donc ce qu'on veut essayer de faire les E donc avec l'élue M. X et puis tous ses services et puis on a déjà pas mal avancé mais enfin on est dans les balbutiements et on va décliner une première opération cet été en juillet et en août (+) on s'est dit que **les gars ils sont là-bas on va prendre en priorité ceux des quartiers que vous venez de citer** enfin E pas forcément coller exactement à vos : à l'UTEC mais disons on va prendre en plutôt en compte les quartiers X enfin tous ces gens là X qui sont dans les cours de promenade et qui n'ont comme autre souci c'est **comment ils vont organiser des coups** quand ils vont sortir E etc. etc. donc ce qu'on peut faire et E ces E de regrouper ces ces garçons (+) **et de leur montrer leur quartier la richesse de leur quartier**

De la même façon, un responsable de la communication à la Mairie (extrait 16), reprend la notion « de sentiment d'insécurité » à travers l'exemple du blog municipal. Sans contrer, ni attaquer les discours des représentants des UTEQ mais en leur accordant une certaine légitimité par prolepse à valeur d'approbation (*le but étant absolument pas de minorer le point de la sécurité et des projets sécurité qu'on connaît sur Montpellier / le problème d'insécurité est un problème certes E sérieux*) pour éviter la polémique, le responsable de la communication joue « le bien vivre à Montpellier ». Par une argumentation rationnelle chiffrée (*l'insécurité n'apparaît pas au top 10 des : préoccupations des Montpellierains*), et une énumération à valeur de vérité (*l'ensemble X des tables rondes (+) des remontées des réunions publiques et des remontés des comités de quartier et des réseaux*), il peut alors signifier combien le sentiment d'insécurité relève d'une idée reçue voire « d'une inquiétude » ou « d'une phobie ». Ce qui lui permet de développer avec force d'inscription les actions à mener pour valoriser la reconnaissance des quartiers, dans le fil de l'intervenant précédent, pour un mieux vivre collectif.

Extrait 16. Responsable de la communication : donc effectivement juste avant une réponse sur ce point particulier (+) **alors le but étant absolument pas de minorer le point de la sécurité et des projets sécurité qu'on connaît sur Montpellier** (+) mais nous sortons d'une grosse période E ou

madame le maire a donné la parole (+) je voulais donner un exemple le blog qui a été plus on est en approche de 1000 contributions c'est plus de 1000 Montpelliérains qui sont allés sur ce blog **les problèmes d'insécurité représentent une infime (+) partie (+) des contributions des Montpelliérains** les Montpelliérains sont bien sûr sur des quartiers ciblés où on a quelques remarques (+) mais bon mais ça fait pas partie aujourd'hui E **d'une inquiétude ou une phobie** E en résumé E donc **on vit bien à Montpellier** le problème d'insécurité est un problème certes E sérieux mais il ne fait pas partie aujourd'hui de la première analyse de l'ensemble des contributions de l'ensemble X des **tables rondes (+) des remontées des réunions publiques et des remontés des comités de quartier et des réseaux et X l'insécurité n'apparaît pas au top 10 des : préoccupations des Montpelliérains [...]** et ce que je vous propose E c'est de vous en faire parvenir un exemplaire à chacun (+) ça permet d'avoir quand même le pouls de la population Montpelliéraine (+) par contre la demande majeure qui apparaît ça répond (+) pour revenir à à sur le projet le projet (+) **le sentiment insécurité passe souvent par la non connaissance de son quartier** (*Is*) les possibilités qu'on y a (+) et E des capacités qu'on a à investir son quartier (*Is*) [...] l'aspect le **sentiment d'insécurité** c'est aussi **un sentiment d'abandon du quartier** et je pense c'est important et là (+) plus plus on avance et plus on s'aperçoit que de notre côté ville on a un déficit de communication envers la population (+)

Enfin, fort de ces deux interventions, Fabien Marvignon (extrait 17) va pouvoir s'appuyer sur les arguments de ce responsable de la communication pour revenir sur les « jets de cailloux » et reprendre, voire intensifier, le discours de la prévention. Il emploie la figure de l'énumération (*notamment sur l'emploi notamment sur le logement notamment sur la santé que sur la sécurité*) pour mettre à distance la notion de sécurité. Ce qui va lui permettre de rejeter l'image dramatisante du « jet de cailloux », repris par « caillasser » et « caillassage », sans attaque pour autant, grâce à une auto-réfutation réflexive qui a valeur de coopération interactionnelle (*je légitime absolument pas le fait qu'il est inadmissible de de caillasser la puissance publique*). Le récit a pour fonction d'attirer l'attention de celui qui écoute, de l'amadouer, de le rendre acteur du récit oral et de susciter son émotion pour mieux le rendre à sa cause. Il va alors déployer tout un discours phatique de prévention à travers répétitions (*on y travaille*), métaphores (*les sapeurs pompiers d'un mal être social / les vraies racines*), questions oratoires et accumulation en suspension (*pourquoi cet enfant pourquoi cet adolescent caillasse E est-ce qu'il va au collège E est-ce que ses parents s'occupent de lui E quel est-ce qu'il est en bon état de santé E etc. etc.*), pour rejeter, dans l'implicite, le discours répressif des UTEQ (*ça c'est un vrai problème / c'est du qualitatif (+) c'est pas du quantitatif*) :

Extrait 17. Fabien Marvignon : donc on peut E que se féliciter sur ce qu'a dit E P. sur le sentiment d'insécurité et tant mieux que les Montpelliérains (+) aient d'autres préoccupations **notamment sur l'emploi notamment sur le logement notamment sur la santé que sur la sécurité** (+) ne confondons pas les causes et les conséquences et heureusement E en termes de sécurité E quand on **jette des cailloux** (+) **je légitime absolument pas le fait qu'il est inadmissible de de caillasser la puissance publique** (+) mais ce sont des symptômes qu'il faut traiter à la **racine** (+) les policiers nationaux et les policiers municipaux font leur travail ils agissent (+) malheureusement trop souvent en réaction ce sont les sapeurs pompiers E d'un mal être social mais derrière il faut se plonger sur les vraies E sur les vraies racines (+) et ça **on y travaille** (+) et P. a été parfaitement

clair **on y travaille** on travaille sur des des opérations de fond qualitatives (+) et qui malheureusement ne portent pas E : les fruits c'est dans la durée alors qu'un policier national quelqu'un qui fait cesser (+) un **caillassage** il fait son travail (+) mais derrière de traiter **pourquoi cet enfant pourquoi cet adolescent caillasse E est-ce qu'il va au collège E est-ce que ses parents s'occupent de lui E quel est-ce qu'il est en bon état de santé E etc. etc.** donc ça c'est un vrai problème et là là-dessus **on y travaille** mais c'est du qualitatif (+) c'est pas du quantitatif donc c'est beaucoup de travail et beaucoup de mobilisation E de l'ensemble des : de l'ensemble des partenaires donc voilà

6. Des intentions discursives, visées pragmatiques et discours de prévention

Ces stratégies argumentatives autour d'un discours pathémique assumé, déployé à travers diverses figures, servent avant tout pour Fabien Marvignon des intentions pragmatiques, des décisions « concrètes » comme le montre l'extrait 18. Après des exemples ou états des lieux mis en scène pour soulever l'adhésion, le responsable du CLSPD se veut force de proposition, construite encore dans la mise en récit d'acteurs, héros de la prévention (*c'est à la charge de ce fonctionnaire d'aller très concrètement d'aller taper aux portes des appartements différents élèves du collège Fontcarrade de les réveiller de les faire descendre dans la rue (+) et de les conduire au collège (+)*) :

Extrait 18. Fabien Marvignon : donc c'est la lutte contre l'absentéisme scolaire des populations d'origine gitane avec donc le l'action collège le réseau du centre pour gitan le CSPD xx qui se propose donc le projet **c'est de mettre en place un pédibus de manière très concrète c'est à la charge de ce fonctionnaire d'aller très concrètement d'aller taper aux portes des appartements différents élèves du collège Fontcarrade de les réveiller de les faire descendre dans la rue (+) et de les conduire au collège (+)** donc c'est une action très concrète donc là on a eu une réunion avec madame la Principale (octobre 2009)

Ainsi, les injonctions à l'action (extraits 19 à 21) peuvent être entendues et vécues sans opposition et les emplois déontiques, assez nombreux, actualisent des prises de décision dans un certain élan et consensus :

Extrait 19. Fabien Marvignon : [au sujet de l'espace collaboratif] outil qui E vous appartient c'est **un outil qu'il faut faire vivre (+)** et très modestement il faudrait que E (+) cette année ça devienne une référence (octobre 2009)

Extrait 20. Fabien Marvignon : **il faut qu'on travaille** sur un plan de contrôle de circulation routière (+) et après derrière que tous les partenaires (+) ça c'est le rôle du CSPD soient informés de ce plan (octobre 2009)

Extrait 21. Fabien Marvignon : là **il faut rentrer** dans la vie des personnes et surtout derrière **il faut mettre ce qu'on appelle du lien** (octobre 2009)

Conclusion

Derrière les faits, Fabien Marvignon défend un discours et des actions de prévention, discours dominant au sein des réunions des Groupes Territoriaux. Pour ce faire, il use de mises en récit pathémiques dramatisées qui s'actualisent à travers des figures du discours emphatiques et des

prolepses mais, plus encore, il s'appuie, dans une force argumentative, sur les discours objectivés des intervenants avec lesquels il est en connivence (le représentant de la sécurité routière) ou retourne dans un contre discours dialogique les prises de parole à tendance répressive (les représentants de l'UTEQ). Cette double stratégie centrée autour des émotions est très efficace le temps des réunions dans la mesure où Fabien Marvignon emporte l'adhésion quasi unanime des participants, qui vivent un moment de ralliement et de consensus fort, sans tension. Les luttes discursives s'affirment, à la faveur de Fabien Marvignon et de son discours préventif, dans des réfutations subtiles sous des retournements dialogiques.

Mais par la suite, alors que Fabien Marvignon avait démissionné, que l'équipe avait changé, l'espace collaboratif avait disparu, il a fallu inciter les acteurs sociaux à se déplacer dans des réunions où les prises de parole reposaient sur les doxas circulantes. Comment faire alors pour qu'un discours hégémonique d'une force argumentative voire pragmatique certaine puisse, au-delà d'une adhésion rhétorique, s'inscrire dans des actions pérennes ?

Références bibliographiques

- Adam J.-M. (1994), « Une définition générique du récit », in Bres J. (dir.) *Le Récit oral*, Praxiling, Université Paul Valéry, Montpellier 3, 431-444
- Amossy R. (2006), *L'Argumentation dans le discours*, Paris, Armand Colin.
- Bensa A. et Fassin E. (2002), « Les sciences sociales face à l'événement », *Qu'est-ce qu'un événement ?* TERRAIN, n° 38, pp. 5-20, disponible sur : <http://terrain.revues.org/index1888.html>.
- Blommaert J. (2005), *Discourse*, Cambridge University Press.
- Blommaert J. et Verschueren J. (1998), *Debating Diversity, Analysing the discourses of tolerance*, London and New York, Routledge.
- Bonhomme M. (2005), *Pragmatique des figures du discours*, Paris, Honoré Champion.
- Bres J. et Nowakowka A. (2005), « Dis-moi avec qui "tu dialogues" je te dirai qui tu es... De la pertinence de la notion de dialogisme pour l'analyse de discours », *Marges Linguistiques*, n° 9, pp. 137-154, disponible sur : http://www.revue-texto.net/Parutions/Marges/00_ml092005.pdf.
- Charaudeau P. (2000), « La pathémisation à la télévision comme stratégie d'authenticité », in Plantin C., Doury M. et Traverso V. (éds), *Les Émotions dans les interactions*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, pp. 125-155.
- Fairclough N. (1992), *Discourse and Social Change*, Cambridge University Press.
- Heller M. (1995), « Le concept de "situation", les pratiques langagières et les rapports interethniques », in Véronique, D. et Vion, R. (éds), *Des savoir-faire communicationnels*, Presses Universitaires d'Aix-en-Provence, pp 87-102.
- Heller M. (2002), *Eléments d'une sociolinguistique critique*, Paris, Didier
- Hymes D. (1974), *Foundations of Sociolinguistics. An Ethnographic Approach*, University of Pennsylvania Press.
- Laforest M. et Vincent D. (2004), « La qualification péjorative dans tous ses états », in Lagorgette D. et Larrivée P. (éds), « Les insultes : approches sémantiques et pragmatiques », *Langue française*, n° 144, p. 59-81.

Martinot C. et Roméro C. (2009), « La reformulation : acquisition et diversité des discours », Martinot C. et Roméro C. (éds), « La reformulation », *Cahiers de praxématique*, n° 52 Université Montpellier 3, pp. 7-18.

Moïse C. (2015), « Un observatoire de la tranquillité publique à Montpellier. Des enjeux sociaux et scientifiques », in Moïse C. (éd.), *Les Insultes : bilan et perspectives, théorie et actions*, Presses Universitaires de Chambéry, pp. 169-243.

Plantin C. (1996), *L'Argumentation*, Mémo Seuil.

Rinn M. (2008), « Introduction », in Rinn M. (éd.), *Émotions et discours*, Presses Universitaires de Rennes, pp. 13-21.

Vincent D. et Heisler T. (1999), « L'anticipation d'objections. Prolepse, concession et réfutation dans la langue spontanée », *Revue québécoise de linguistique*, 27, 1, pp. 15-31.

Conventions de transcription

- Soulignement = chevauchement
- (+) = micro-pause
- exTRA = segment accentué, majuscules
- ((*rires*)) = phénomènes non transcrits,
- : = allongement vocalique
- E = hésitation
- (il) y a / i(l) dit = segment non réalisé
- X = segment incompréhensible